

la nouvelle

ACTION FRANÇAISE

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - NOUVELLE SERIE - N° 6 - 1 FRANC - 9-6-1971.

Urbanisme sauvage :

LES VILLES CASERNES

L'URBANISME D'ATTILA

La « N.A.F. » présentera la semaine prochaine une analyse critique du projet Marcellin de fusion des communes. Nous désirons avant cette analyse aborder le point suivant. Par delà le problème des modalités du regroupement communal, il est une question que le projet de loi ne pose guère et résoud encore moins. Quelles sont les finalités qui commandent un regroupement que tout le monde s'accorde à reconnaître nécessaire ? Et en dernière analyse, quelle est la politique qui doit être adoptée en matière d'urbanisation et d'organisation communale à l'époque où achèvent de craquer les structures rurales de la France pré-industrielle ?

LE CHOIX DÉMOCRATIQUE : LA MEGALOPOLIS CONCENTRATIONNAIRE

Si le projet de loi est muet sur les choix à faire, la commission des villes du VI^e plan éclaire davantage notre lanterne. Elle affirme que dès 1985 les citadins représenteront 83 % de la population totale et qu'il conviendra de construire d'ici l'an 2000 dix millions de logements nouveaux pour accueillir ainsi les Français transplantés. Quant aux surfaces urbanisées, elle devront doubler d'ici la fin du siècle. Par ailleurs, rien dans les travaux de la commission du VI^e plan ne vient s'opposer à la politique urbaine suivie depuis 1964 par le pouvoir qui, par le truchement des « administrations de mission » et autres O.R.E.A.M. (Organisation d'Etude et d'Aménagement des Aires métropolitaines) vise à développer la région parisienne d'une part, les villes « millionnaires » de l'autre. Le rêve d'un grand Paris de 14 millions d'habitants en l'an 2000 n'est pas abandonné. Il est complété par quelques autres fantasmes assez délirants : ainsi les O.R.E.A.M. étudient la possibilité de la création d'une conurbation Le Havre-Rouen supérieure au million d'habitants, dont la ville nouvelle du Vaudreuil serait une des articulations majeures et qui, coupée de son hinterland bas-normand, deviendrait un simple appen-

dice de l'agglomération parisienne. De même, la métropole Lille-Roubaix-Tourcoing formée de trois cellules antagonistes et qui « bénéficie » d'une urbanisation particulièrement anarchique liée à la première révolution industrielle risque fort — l'urbanisation intense de la vallée de l'Oise aidant — d'être elle aussi satellisée par Paris. Le sort de Reims, en qui nos technocrates voient une ombre portée de Paris grosse de 800.000 âmes pour l'an 2000, ne vaudra guère mieux.

Dans les régions trop éloignées de la capitale pour que la pieuvre parisienne en fasse une de ses tentacules, on créera technocratiquement des mini-Paris. Un « mini » tout relatif d'ailleurs : l'agglomération Lyon-Saint-Etienne, aura deux millions d'habitants en l'an 2000, tout comme l'ensemble Aix-Marseille-Etang de Berre. Ces deux agglomérations comme de juste, recevront à titre de symboles du paradis urbain leur réseau métropolitain. Si l'on ajoute que nos technocrates prévoient également un gonflement spectaculaire de Metz-Nancy, Toulouse, Bordeaux, Nantes, Montpellier-Nîmes on aura une idée de ce que signifie l'expression « déménagement du territoire » employée par un contemporain.

Evidemment, un tel chamboulement pose quelques problèmes. Depuis une décennie, la littérature sur le mal des villes abonde. Les sociologues contemporains tels Claude Glayman (1) ont actualisé le diagnostic en montrant que des ensembles comme La Duchère à Lyon, créés de toutes pièces par un organisme para-étatique, sont des machines sans âmes et ils se penchent gravement sur la question de savoir comment créer des communautés de vie dans de tels monstres, cela revient à couper la langue à un homme puis à essayer d'en faire un second Bossuet ! Nos urbanistes et sociologues officiels seraient-ils donc atteints de gâtisme « irréparable » ? C'est douteux. En fait, ils sont tout simplement prisonniers de la logique démocratique : l'Etat démocratique veut conditionner les citoyens, afin de les faire bien voter. Le cadre de la mégapole qui fait éclater la cellule familiale, distend les liens professionnels, isole l'individu pour le relier ensuite par le canal des mass-media (radio, télévision, grande presse

porno-gouvernementale) à une société artificielle — une dissociée dirait Marcel de Corte — est de loin le plus favorable à la mise en condition des électeurs. Pour cacher cette réalité les hiérarques de l'urbanisme officiel invoquent les fatalités technologiques.

LA RIPOSTE D'A.F. : UN AMÉNAGEMENT URBAIN HIÉRARCHISÉ

Les auteurs collectifs de l'ouvrage « Les provinciaux ou la France sans Paris » (2) ont réfuté d'avance cet argument fallacieux lorsqu'ils constatent la tendance des résidents de la ville artificielle de Mourenx à changer d'habitation pour s'installer souvent à Orthez qui malgré sa méfiance à l'égard des nouveaux venus, offre un visage autrement humain que le Sarcelles béarnais. Face à la mégapole, nous devons opposer l'autre terme de l'alternative : celui qui consiste à répartir l'industrialisation à tous les échelons de l'organisation communale. Dans un ouvrage déjà ancien, M. Gravier (3) montrait comment l'Alsace avec sa métropole Strasbourg, sa sous-capitale Mulhouse, son « centre principal » Colmar, ses centres secondaires et au bas de l'échelle ses villages-centres (en gros, chefs-lieux de cantons) réalisait une répartition harmonieuse des fonctions urbaines. C'est dans cette direction qu'il faut s'orienter sans copier pour autant mécaniquement le modèle alsacien. Une croissance équilibrée des chefs-lieux de canton possédant leur usine de sous-traitance ainsi que des villes moyennes, véritables « micro-métropoles » de leur « pays », permettraient d'éviter la dés-humanisation.

Le mal des villes est inexistant dès lors que la population ex-agricole trouve dans un rayon d'une quinzaine de kilomètres un emploi nouveau. Il est aisément guérissable s'il s'agit d'intégrer dans une communauté de trente à soixante mille habitants possédant ses caractéristiques propres — style Annecy, Pau, Charleville ou Lorient — quelques milliers d'immigrés. Il sera

Grande-Bretagne et Marché Commun

La mort du français ?

d'autant plus guérissable qu'un pouvoir communal, s'appliquant à toute l'agglomération, mais respectant les caractéristiques des quartiers de la ville, sera mis en place : un dynamisme urbain serait en effet recréé qui mettrait fin à la torpeur provincialiste trop réelle dans les villes moyennes actuelles et peu favorables à l'accueil des nouveaux venus. Ajoutons que les métropoles ne souffriraient nullement de cette « concurrence ». Elles ont moins besoin de monde à loger que d'équipements en services rares du tertiaire supérieur et en services quaternaires (Université et laboratoires de recherches) qui profiteraient à toute la région. Genève avec ses 250.000 habitants est une métropole autrement importante que la ville-clocharde de Naples « forte » de 1.500.000 habitants.

Mais un tel aménagement urbain exige que soient réalisées plusieurs conditions que la réforme Marcellin — prisonnière du cadre démocratique malgré la bonne volonté décentralisatrice de son auteur — ne peut mettre en œuvre.

Il faut, tout d'abord, organiser la politique d'aménagement interurbain dans des cadres qui correspondent à des réalités socio-culturelles : cela suppose la restauration du « pays » comme cadre intermédiaire entre la province et la commune avec pour corollaire la disparition du département, cadre de vie artificiel et instrument de la centralisation républicaine par le truchement du préfet et avec la bénédiction des politiciens du conseil général. Cela nécessite donc le remodelage des régions en fonction de la suppression du département ainsi que la transformation de certaines d'entre elles qui, telle Rhône-Alpes, n'ont qu'une existence économique, en « syndicats de province » liées pour des objectifs communs mais autonomes sur le plan culturel. Cela demande surtout l'allègement de la tutelle préfectorale sur les communes et le renforcement de leur autonomie financière. Mais autant proposer à la République de se suicider ! Le régime ne satisfait pas ces revendications ; à nous donc de prendre la tête des victimes de sa politique d'urbanisation quand elles tentent de s'organiser : usagers des transports en commun, conseils de résidents et de locataires, animateurs de foyers socio-culturels. Cela demande davantage que des discours gargarisants sur la décentralisation toujours promise et jamais faite, cela suppose une étude probable sérieuse des problèmes urbains par les militants d'A.F. Mais c'est la seule méthode efficace qui puisse faire de la révolution urbaine et régionaliste en gestation, une révolution royale.

ARNAUD LAFORGE.

(1) Cl. Clayman : « Liberté pour les régions » (Fayard).

(2) Le Senil.

(3) J.-F. Gravier : « L'Aménagement du territoire et l'avenir des régions françaises » (Flammarion, 1964).

Parmi les multiples problèmes soulevés par l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun, celui de la concurrence faite à notre langue par l'anglais n'est pas le moins préoccupant. M. Pompidou lui-même s'en est inquiété dans une interview au « Soir » de Bruxelles au cours de laquelle il a exalté la valeur du français et ajouté « que la langue française est un lien entre tous ceux qui la parlent et qu'elle peut être aussi l'un des moyens qu'a l'Europe occidentale d'affirmer sa personnalité vis-à-vis des États-Unis ».

Ceci n'a pas manqué de soulever les sarcasmes de « Rivarol ». Ces humanistes distingués qui reprennent le mot de Tércence « je suis homme et rien de ce qui est humain ne m'est pas indifférent » à ceci près que chez eux cette devise devient : « Nous sommes apatrides et rien de ce qui est étranger ne nous est indifférent » ont délaissé un instant le culte des casques à pointe chers à Lucien Rebatet pour voler au secours de l'anglais menacé par l'affreux chauvin et gaullois qu'est Pompidou.

Quant à nous, nous aurions plutôt tendance à reprocher à la protestation pompidolienne de rester purement académique et platonique.

C'est très beau de vouloir préserver la suprématie du français. Encore faut-il en prendre les moyens. Cela suppose la mise en œuvre de deux séries de mesures que le gouvernement en place est bien incapable de prendre.

RENDRE SON DYNAMISME AU FRANÇAIS

Comme l'expose excellemment André Fontaine dans « le Monde » du 28 mai, l'anglais possède sur notre langue la supériorité de forger des mots nouveaux souvent proches de l'onomatopée tel « jet » pour l'avion à réaction, ce qui le rend plus pratique à utiliser pour les hommes d'affaires. De ce côté-là, nous avons à lutter pour sortir d'un académisme pédant qui nous amène à forger des mots compliqués à partir des racines grecques et latines, comme le lourd et incommode « aéroplane ». Ceci dit, il ne saurait être question pour nous de nous mettre à copier servilement la structure de la langue anglaise.

Nous devons, avant tout, nous battre sur le terrain où nous sommes en position de force. Moins « commercial » que l'anglais, le français a pour lui l'avantage de la clarté et surtout « son aptitude à exprimer toutes les nuances de la précision » (A. Fontaine).

Dans un monde où règne la confusion des idées et le flou de la pensée, il peut et doit jouer un rôle irremplaçable. A condition, bien sûr, qu'il reste fidèle à lui-même ! Or, nous assistons à une détérioration de notre langue. André Fontaine déploie avec raison « qu'il [le français] se laisse envahir par les fumées de l'à peu près et les lourdeurs du nominalisme ». La littérature d'après-guerre style « nouveau roman », la linguistique moderne sont imprégnées de jargon marxiste et se proposent rien de moins que de remettre en question les structures d'une langue considérée comme un héritage aliénant. En outre l'enseignement du français est saboté par l'élimination progressive de l'étude du latin, sa langue mère, et l'introduction des méthodes modernes, essentiellement audio-visuelles, dans la pédagogie. Un symptôme de la déchéance de notre langage est caractéristique : à quelques exceptions près, les seuls noms de la littérature française contemporaine qui ont une résonance internationale sont, ou bien des auteurs dont la carrière avait commencé avant 1939 (Anouilh, Malraux) ou bien des étrangers qui ont étudié le français tel qu'on ne l'apprend plus chez nous (Julien Green, Ionesco, Beckett) ; chez les moins de quarante ans aucun homme ne se détache vraiment.

Pour remonter la pente, il faudrait attaquer le mal à sa racine c'est-à-dire restaurer les humanités dans l'Université. Pour cela nous ne faisons aucune confiance à M. Pompidou qui, Premier Ministre, a approuvé la désastreuse réforme Fouchet de l'enseignement et qui, Président de la République, s'est bien gardé de remettre en question la loi Faure encore plus calamiteuse.

CREER LE BLOC LATIN ET FRANCOPHONE

De toute manière, rendre sa vigueur interne au français ne suffit pas

pour l'imposer dans la compétition internationale. Il est notoire qu'une langue connaît une expansion proportionnelle à la force du ou des Etats qui la parlent. Or, l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun signifie à terme l'adhésion des pays scandinaves pour lesquels l'anglais est une langue usuelle et la pression sur la communauté des Etats-Unis et du Commonwealth britannique. La seule riposte possible serait de faire entrer l'Espagne et le Portugal, pays de la langue romane dans la communauté et surtout d'y faire adhérer les Etats francophones d'Afrique. Une telle politique aurait dans l'immédiat l'avantage d'établir un rapport de forces linguistique plus équilibré et à terme, en boursofflant le Marché Commun, de rendre inopérantes des institutions supranationales à la fois menaçantes pour notre indépendance et d'une grande fragilité lorsque l'unanimité n'y est pas réalisée (on l'a bien vu lors de la récente crise du dollar).

Mais cette politique n'est guère concevable en démocratie. Marc Valle rappelle avec raison dans « Combat » du 24 mai : « L'époque n'est pas si lointaine où le cabinet de Westminster dictait sa loi à nos ministres ». Et l'on peut redouter que pour se protéger de la puissance économique allemande l'Elysée ne sollicite la protection de Londres. Dans ces conditions, les Anglais « habiles et sans complexes, accoutumés à commander... s'imposeraient rapidement » (M. Valle), et au lieu d'être les chefs d'un bloc francophone nous serions les satellites du monde anglo-saxon. De toute manière, la démocratie française se révèle incapable de souder autour d'elle les pays francophones. L'affaire des pétroles algériens montre que M. Pompidou, prisonnier de l'héritage empoisonné du gaulisme en la matière, soumis aux pressions du lobby arabe de l'O.D.R., a été incapable d'utiliser les moyens de rétorsion dont nous disposons : coopérants, achats de vin, etc., qu'il n'a pas été capable de développer sa politique méditerranéenne en jouant de notre clientèle la Libye, important producteur de pétrole, contre l'Algérie pour amener celle-ci à résipiscence. L'axiome maurassien selon lequel la démocratie ne peut avoir de politique étrangère se trouve une nouvelle fois vérifiée. Dans la gigantesque partie de poker qui s'engage à l'occasion de l'élargissement du Marché Commun, une France conduite par un pouvoir soumis aux congrégations électorales manipulées par l'étranger, risque fort de voir, avec son indépendance, son rayonnement culturel disparaître aussi bien dans la communauté francophone qu'au niveau de l'ensemble de l'Europe. A nous de jouer, en faisant dans l'immédiat obstruction à l'Europe supranationale, à moyen terme, en faisant sauter le régime.

PAUL MAISONBLANCHE.

LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

M^{me} Régine Desforges, ci-devant editrice de livres dits « érotiques », lance un appel à ses confrères journalistes, un appel désespéré, rendez-vous compte ! on vient de lui saisir six de ses titres, six livres délicieusement affriolants, quel coup porté à notre littérature et au porte-monnaie de la dite exhibitionniste donzelle ! Au nom de la liberté d'expression, bien entendu, voyez-vous ça, elle s'en va enfourcher ses grands chevaux, son bel alezan, masturbé de frais, en clamant qu'une telle infamie n'a été rendue possible que par le silence ô combien complice des éditeurs en général qui pourraient cependant, quoi donc ! profiter de cette « circonstance particulièrement favorable pour faire entendre leurs voix. » !

Eh ! quel beau tableau, ma foi, que cette prêchuse de la totale libération sexuelle menant en un combat glorieux, conquérant et fornicatoire les vaillantes troupes de la presse à l'assaut de l'infâme bourgeoise Anastasie ! Que les lycéens pubertaires pustuleux et avides se réjouissent, c'est pour bientôt ! Que la grande cohorte des laissés pour compte ôtent leur main de leur poche. encore un petit effort et il y en aura pour tout le monde, elle arrive, la vraie société sans classe, f... et jouir voilà l'unique affaire, un pour tous, tous pour un, s'il n'y a plus de Dieux ce sera le plaisir des humains !

Bonne occasion pour protester, certes ! Vous n'avez pas encore compris que le public français, après cent ans et plus de république, est enfin devenu adulte ? Adulte, parfaitement, et majeur. On peut lui donner n'importe quoi, il est le seul juge suprême, en veux-tu en voilà, pour du lard on lui fera payer du cochon et s'il n'en veut pas je le remets dans ma culotte ! La voilà, la rude loi de la concurrence, la démocratie par derrière, la seule, la vraie qui ose dire son nom, l'égalité par le fondement ! Oh oui, le public jugera !

VOYONS ÇA UN PEU

Au Danemark, il a déjà jugé. Première phase : du fric plein les poches, tout le monde est heureux, salivant, suant, comptant et recomptant. Seconde phase : on s'aperçoit que ça lasse tout le monde, que le marasme s'installe, et la gauche triomphe ! Vous avez vu là-bas ? On a tout autorisé, tout permis, libres comme l'air ils sont ! Eh bien regardez-les qu'ils se tiennent bien ! oh qu'ils sont adultes ! Ils ont jugé ! Braves grands garçons, va, encore une fois et on leur enverra une sucette en prime ! Vous voyez bien qu'en France on a tort d'interdire ! C'est l'interdic-

tion qui donne le charme aux péchés, ben voyons ! La pornographie c'est comme le caviar : plus on en a, moins on a envie, c'est bien connu !

Seulement, à la troisième phase, actuelle, holà ! on n'en parle plus ! rien à dire ! c'est qu'on s'aperçoit que le nombre de dépravés, de maniaques n'a pas tant diminué au pays de la petite Sirène ! même plutôt le contraire ! que la crise de civilisation y est là-bas plus vive encore qu'ailleurs, le désespoir encore plus commun, la tristesse encore plus poignante, la décrépitude encore plus avancée ! Donc, on ne parle plus du Danemark.

Autre chose, donc ! Ça ne doit pas empêcher l'action en faveur de la diffusion accélérée du porno en France. Car c'est de l'or en barres ! de l'investissement génial. Avec la publicité rapportée par quelques saisies et quelques procès, la dame Desforges, bien qu'elle ne se promène qu'à poil, aura largement de quoi s'habiller ! Mutatis mutandis, c'est le genre « Minute ». J'espère que l'un et l'autre se sentiront flattés de la comparaison. L'union des pourrisseurs, en somme...

ET ALORS ?

Ceci dit, il ne faudrait pas se prendre pour un suppôt de la moralité publique ! Je voudrais bien, moi, éditer du porno ! Je roulerais carrosse ! Et cela décuplerait les moyens financiers de l'A.F. ! L'argent n'a pas d'odeur ! Ça je suis prêt à le faire !

Mais, pour démarrer, il faut de gros capitaux. La stéatopyge Régine semble n'en avoir pas manqué ! Elle joue le jeu. Le jeu des marchands du Temple de toujours. Hypocrite jusqu'à la moelle, elle joue la contre-culture à outrance, elle ne fait qu'accélérer le processus de dégradation des sociétés, inhérent à toute démocratie.

Les « onze mille vierges », best-seller — oh l'affreux vocable saxon — de la susdite M^{me} Dutrou, n'a jamais été écrit en vue d'une vente libre. Apollinaire n'a fait là qu'un exercice de style, fort agréable au demeurant, mais avant tout discret. J'ai goûté ce livre l'année dernière avec un vif plaisir, car je me croyais par là-même quelque peu au secret, quelque peu initié, et car je n'avais pas lu l'immonde texte de présentation, véritable étron commercial, chance tout puante de mauvais goût et de fiel baveux. Si je l'avais vu à l'époque, comme aujourd'hui, complaisamment distribué sur les quais de Paris, offert à la lubricité du touriste voyeur, je ne l'aurais sans doute pas autant apprécié. Régine Durand a entraîné Apollinaire, avec le

reste, dans sa grande poubelle gluante qui transforme si vite et si bien de l'excrément en bon or fin.

Il est bien agréable de s'encanailler, lorsque cela est assorti d'une certaine difficulté, que ce n'est pas ouvert à tout un chacun, pourceau massifié sans imagination.

Liberté de la presse veut aussi dire liberté de la publicité oppressive, du mensonge totalitaire, de la vulgarité conditionnée. Le règne du fric et de l'ordure.

TOUS GROS ET GRAS

La licence totale, la libre concurrence absolue dans le domaine du torchon imprimé aboutit inéluctablement à la domination du plus puissant, du plus démagogue, du plus suiffeux craspedapatride sans scrupules !

Qu'il existe un véritable art érotique, j'en conviens absolument, en bon militant contre-révolutionnaire n'ayant besoin d'aucun adjuvant physiologique ! (chose aisément vérifiable). J'applaudis, et je suis preneur. Mais à condition qu'on ne m'envoie pas à grand renfort de placards, de crédit sur 24 mois, satisfait ou remboursé, prix spécial cadres supérieurs, stérilet en supplément pour l'achat de 3 titres, sans engagement aucun par pli discret et inscription au club des Folingues de la morasse baveuse ! Echantillons gratuits, comme la lessive ou la pâte pour minet, viol à domicile comme partout, vive la liberté d'expression, d'esclavage, qui n'a pas son encyclopédie par téléphone en douze volumes, 1.800 hors-textes et onctuations de magnat pontifiant manu-curé à la clé !

Les Losfeld, Emmanuelle, Régine Clito, tous bientôt des Boussac, Duca et consorts, rotant d'aise, étalant leur graisse impavide derrière leurs fenêtres de gogues ! Encore une fois, rien à leur reprocher à eux, logiques ils sont, jusqu'au bout, on leur dit c'est au premier qui attrape, ils ont été les plus vite ! C'est le jeu, tous les coups sont permis, que le moins dégoûté gagne, et vive la liberté !

Le comble du raffinement, c'est, au vu de la chose, et en en exaltant la quintessence, de réclamer l'aide des pouvoirs publics... en faveur des nouveaux, déshérités, maladiés débutants en quête de devenir eux aussi charognards un jour... C'est de la charité bien placée, à vrai dire.

Une intervention étatique, qu'elle donne dans le mécénat ou dans la répression, c'est toujours une entrave à la vraie, la pure liberté d'expression au pays de la logomachie. La souhaiter, c'est implicitement nier tout pouvoir de synthèse à la main invisible censée définir l'équilibre libertaire. C'est reconnaître le besoin d'un ordre.

Fas de liberté pour les ennemis de la liberté, voilà la magnifique synthèse du pseudo-ordre républicain, fils de l'encyclopédie, et de la surenchère de gauche, qu'elle soit pornophile, nihiliste

ou simplement aveugle. Magnifique point oméga du credo révolutionnaire que cette formule qui opère une sélection savante entre la bonne et la mauvaise censure, entre la pétition immédiate et le silence gêné, entre le glorieux combattant et le nervi fasciste, quel bel aboutissement d'une lutte séculaire contre l'organisation sociale !

Ce fameux clivage, l'empirisme organisateur nous apprend à le restituer, sereinement, dans son exacte dimension. D'autres ont cru pouvoir l'expliquer autrement. Ainsi, Louis-Ferdinand Céline, piètre politique mais plume de génie, éminence grise et ombre fatale de toute l'évolution littéraire contemporaine, géant du verbe et prophète du néant, n'y voyait que l'intervention des fils d'Abraham. Ses pamphlets politiques, un quart de siècle après la libération, sont toujours strictement interdits à la publication et à la vente. Jamais aucune voix de gauche ne s'est élevée pour protester contre cet état de fait.

Ah, les belles et bonnes consciences ! les chères âmes ! Ainsi le public français est ma foi adulte, certes, pour se gaver du Che ou de porno prêt à porter, mais absolument pas pour la prose décapante du docteur Destouches ! Celui par qui J.-P. Sartre existe, qu'Aragon exaltait et traduisait en russe, a quitté, il est vrai, l'ornière du sens de l'histoire.

Si la gauche est muette sur la mise à l'index de trois ouvrages de Céline, prenant pour prétexte auxiliaire le caractère scandaleux du style de l'auteur — une ignominie progressiste parmi d'autres — l'Action Française, elle, ne craint pas d'affirmer que cette interdiction est justifiée, qu'elle l'est de plus en plus, tout en laissant à chacun la possibilité de porter un jugement personnel sur la valeur littéraire des textes en question (dans la mesure de leur diffusion privée, bien entendu).

BAGATELLES 71

Je considère, quant à moi, que « Bagatelles pour un massacre » est un chef-d'œuvre. Jamais la verve celine n'a été aussi gringante, aussi atroce, aussi corrosive. Les arguments de ballets, que le livre contient en intermèdes, sont autant de merveilles. En cherchant bien, on peut s'en procurer un exemplaire, entre 100 et 300 francs, et je crois qu'il les vaut.

Cependant sa diffusion serait un désastre. Car le public, adulé, sucé, décomposé, n'a rien d'adulte. La liberté démocratique dont on l'affuble ne l'améliore en aucune façon. Refuser de lui faire systématiquement confiance, de croire au jeu de l'opinion, ce n'est pas insulter l'homme, c'est le considérer tel qu'il est, sans complaisance et sans parti-pris.

Ce public que le docteur Destouches qualifiait d'« avill suryoutifé », n'a pas changé depuis le déluge. Il constitue aujourd'hui cette majorité silencieuse de Français passifs que la propagande

des C.D.R. et de la pourrie-presse risque de faire basculer d'un moment à l'autre dans un antisémitisme primaire et virulent.

La publication d'un pareil brûlot, empli d'erreurs politiques et de contresens sociologiques, ne ferait qu'attiser cet actuel mouvement latent, précipiter les mécontents vers le défoulement pogromique, détourner la société française de ses vrais problèmes, noyer les fondements profonds de la crise que nous vivons sous des paravents polichinelles facteur d'irresponsabilité et de bêtise.

Cet ordre brutal et borné inciterait les capitaux à fuir, ne ralentirait en rien la dégradation de notre héritage et de notre environnement, provoquerait une récession économique grave. Ce serait un ordre purement démocratique, issu du bon vouloir du peuple souverain.

L'Action Française refuse de cautionner la diffusion complaisante de documents qui, par un biais ou par un autre, flatteraient les bas instincts de la plèbe. Plutôt que d'égaleriser et d'abaisser, nous préférons sélectionner et promouvoir. Les « Bagatelles », tout comme les rotondités de M^{me} Régine Radada, doivent rester interdites à un public infantile qui ne demande qu'à jouer à l'apprenti sorcier. Et l'amateur éclairé qui aura la chance de les lire n'en sera que plus convaincu.

POUR UNE CENSURE NATIONALISTE

Refus de la liberté totale donc, mais aussi refus de toute contrainte imposée par la seule volonté démocratique : que reste-t-il, sinon les solutions d'Action Française, de sauvegarde et d'enrichissement du bien commun par le recours, politique d'abord, à l'arbitrage d'un régime profondément intégré aux réalités naturelles et nationales, et par là-même garant de leur pérennité ?

La gauche ne parle de censure et de liberté d'expression qu'en termes sournois et hypocrites ; la droite en termes haineux et rétrogrades. Les maurrassiens savent, eux, que seule la Monarchie est capable, progressivement et avec le moins d'à-coups possible, d'éduquer et d'élever la masse des citoyens pour les rendre capables d'être libres. Car on ne devient libre qu'à mesure qu'on devient plus fort, plus puissant, après un long travail qui peut prendre des générations, et non par le seul vote d'une loi de prétendus Droits de l'homme.

Tant que la république est en place, nous devons, tant bien que mal, faire confiance à notre raison et à notre sens patriotique pour imposer la régence du nationalisme, sur le plan de la censure comme ailleurs.

Quant à la pornographie, bien que ce soit un sujet mineur, elle mérite aussi vigilance et interdiction. Ce qui n'est pas un signe de puritanisme, certes non : les militants nationalistes ne sont guère boy-scouts, le pisse-froid y est rare et la gaudriole s'y porte fort bien, merci.

PHILIPPE-HENRI DUROCHER.

Où va le Cambodge ?

Après le départ de l'administration française qui considérait le Cambodge comme l'arrière-pensée sous-développé de la Cochinchine, Norodom Sihanouk se trouve à la tête d'un pays pauvre, mais qui dispose d'atouts économiques et sociaux importants, et qui pouvait donc effectuer son décollage économique. Le paysan cambodgien était un des mieux nourris d'Asie, la plupart sont propriétaires de leurs terres, les problèmes de la malnutrition et de la rente foncière, qui sont un frein au développement des autres pays du Tiers monde, ne se posaient pas, ou pratiquement pas. Un meilleur encadrement technique, une réorganisation du marché des produits agricoles auraient dû être accomplis. La création de l'O.R.O.C. (Office Royal de Coopération) n'apporta pas les résultats escomptés et le paysan cambodgien resta tributaire du marchand chinois pour l'écoulement de ses produits. Si la lutte contre l'analphabétisme fut un succès, l'enseignement secondaire et supérieur ne réussit qu'à créer un prolétariat intellectuel dont se méfiait Sihanouk. Comme il se méfiait aussi de l'armée, il limita celle-ci à 32.000 hommes, mal armés, occupés à des travaux divers, et ceci dans un pays frontalier du Vietnam. Malgré tout, la façade était brillante, le chef de l'Etat soignait sa publicité personnelle, et savait utiliser les journalistes étrangers, quand il ne les payait pas. Metteur en scène (Ombres sur Angkor), speaker, journaliste et rédacteur en chef (Kambuja, Sangkum), Sihanouk faisait lui-même sa propagande. Il avait abdicé au profit de son père en 1955 et fonda le Sangkum (communauté socialiste populaire) afin de pouvoir jouer un rôle à sa taille dans la vie politique khmère.

Rapidement, le Sangkum devint de fait le parti unique, grâce auquel Sihanouk était le maître absolu du Cambodge. Le tort des Français fut de le considérer comme le type du monarque moderne, celui qui mène son pays sur la voie du progrès, bref une synthèse de Louis XIV et d'Ataturk. Le Sihanoukisme tenait du système D, de la démocratie directe plébiscitaire (Sangkum, Congrès National), les pouvoirs charismatiques du chef de l'Etat étaient officiels. Quant au « socialisme bouddhique » personne ne savait ce que

cela voulait dire. Tandis que Sihanouk continuait à abreuver la presse occidentale de témoignages d'autosatisfaction, la corruption régnait à Pnom-Penh (casino, contrebande), le déficit monétaire s'accroissait, et les Vietcongs s'implantaient dans les zones frontalières.

Sihanouk essayait de résoudre ces problèmes en pratiquant une éternelle « fuite en avant », faisait du chantage à la démission; finalement en 1968, il organise des élections législatives. et cette fois, ne se mêle pas du choix des candidats.

La plupart des élus sont soit des opposants connus, soit des opposants potentiels, à qui Sihanouk devra, bon gré, mal gré, confier la direction des affaires intérieures, en laissant le pouvoir au « gouvernement de la dernière chance », ou « gouvernement de sauvetage », dirigé par Lon Nol, commandant en chef de l'armée, et Sirik Matak (été 69). Il renonce à son antiaméricanisme, dénonce l'impérialisme « sino-vietnamien », et finalement, espérant que les choses vont se tasser durant son absence, que ses opposants vont s'entre-déchirer, qu'il est plus que jamais irremplaçable, il part se faire soigner en France (janvier 1970).

LE COUP DE PNOM-PENH

Il laissait derrière lui des intellectuels déçus et aigris par le système, une jeunesse idéaliste, une armée cherchant le moyen de débarrasser le territoire cambodgien des troupes vietcongs, dont la présence commençait à peser sur la population. Sihanouk s'était identifié au Cambodge, avait personnalisé à outrance son régime; à Pnom-Penh, on identifie la personne de Sihanouk avec le régime de la corruption et de l'incompétence, on dénonce la monarchie, les clans politico-financiers (belle-famille du prince), les Vietcongs, la minorité vietnamienne, considérée comme leur complice. Le 11 mars, les ambassades du G.R.P. et du Nord-Vietnam à Pnom-Penh sont mises à sac. De Paris, Sihanouk se fâche, menace, dénonce le « complot de la C.I.A. », en vain. Le 18, il est destitué par l'Assemblée nationale, et le tandem Lon Nol-Sirik Matak le remplace; le 21, « monseigneur l'ancien roi », réfugié en Chine, dont il

dénonçait l'impérialisme moins de quinze jours auparavant, appelle ses compatriotes à la lutte armée, et crée le « Front Uni National du Cambodge ». Les « Khmers rouges », qu'il avait impitoyablement traqués, peu nombreux et se méfiant de lui, ce sont les troupes communistes vietnamiennes qui vont l'appuyer, et qui, à partir des « sanctuaires », tentent de converger vers Pnom-Penh, mais la paysannerie, considérée comme favorable à Sihanouk, ne bouge pas, sauf dans la province de Kompong-Cham où elle est encadrée par les Vietnamiens. L'armée khmère, mal entraînée, mal armée, soutenue par des « soldats de 24 heures », tente de faire face, et y réussit. Le 30 avril, quand les troupes sud-vietnamiennes et américaines pénètrent au Cambodge, Sihanouk a perdu son pari, le gouvernement Lon Nol ne s'est pas effondré, et la guerre du Cambodge, faute de la présence militaire de « Khmers rouges », devient une guerre de « libération nationale », Cambodgiens contre envahisseurs communistes vietnamiens.

LA RÉPUBLIQUE KHMÈRE

Le nouveau gouvernement peut compter sur l'appui de la jeunesse urbaine (la « jeunesse de sauvetage ») des bonzes, de l'armée, des intellectuels, mais cet appui n'est pas inconditionnel, il est parfois vivement reproché aux nouveaux dirigeants de « faire du sihanoukisme sans Sihanouk ». C'est le problème classique d'une population ou d'un groupe après le départ d'un chef à la personnalité envahissante et plus ou moins capable. Le gouvernement cambodgien doit rompre avec les habitudes héritées du passé, et trouver une structure de direction adaptée au Cambodge et aux conditions présentes.

Malgré la proclamation de la république, le 9 octobre 1970, le problème institutionnel reste entier, la récente crise gouvernementale (avril-mai 70) et la solution bâtarde qui lui fut apportée (président du conseil délégué) vient de le montrer. La situation économique (inflation, hausse des prix) est très grave. Le contrôle par les Vietcongs de plantations prive l'économie cambodgienne de ressources exportables, la taillonnent pose d'énormes problèmes.

ATTENTION

Effectuer tous vos règlements à l'un des C.C.P. suivants en précisant la nature du versement :

- **Nouvelle Action Française : Paris 642-31.**
- **A.F. Université : Paris 1918-59.**
- **Dossiers d'Action Française : Paris 1898-45.**

RÉUNIONS ET CONFÉRENCES

REUNION DES CADRES DE PROVINCE

Une journée de travail destinée aux cadres de province se tiendra au camp le **samedi 31 juillet de 10 à 18 heures**. Le dimanche 1^{er} août sera une journée « portes ouvertes » destinée à la propagande auprès de la population régionale.

FEDERATION DE LA REGION PARISIENNE

Réunion des responsables adultes et étudiants le **mercredi 8 juin à 19 heures**, dans les locaux du mouvement.

MARSEILLE

Jeudi 17 juin, grande réunion d'information avec Gérard Leclerc et Francis Bertin :

« Une nouvelle étape pour l'Action Française ».

Salle « Massalia », 60, rue Grignan.

TROYES

Samedi 19 juin, à 20 h 30.

« Si le coup de force est possible », par Y. Lemaigren.

Restaurant Butat, 50, rue de Turenne.

PARIS NORD-EST

Jeudi 24 juin, à 21 heures.

« Une nouvelle étape pour l'Action Française », avec

Patrice Bertin et G. Leclerc.

« La Mandoline », 2, avenue Secrétan, Paris (19°).

GRENOBLE

Samedi 26 juin, à 21 heures.

« Pour une stratégie royaliste », avec Y. Lemaigren et Francis Bertin.

Renseignements à la Nouvelle Action Française, 4, square des Postes, Grenoble (38).

PAU

Le 24 juin à 21 heures :

« Le marxisme », par Jacques de Crémiers. Tous renseignements dans notre prochain numéro.

l'Asie, la dégradation de la situation économique et institutionnelle et la république khmère risquerait d'en faire un second Sud-Vietnam.

La politique du gouvernement français, ses hésitations, sa neutralité bienveillante pour le FUNK, dues non pas à un savant calcul diplomatique, mais à une incapacité totale d'oser réviser sa politique après l'effondrement du mythe Sihanouk, ont été considérées par les Cambodgiens comme une trahison. « Nos affinités profondes restent pour les Français, mais nous avons l'impression depuis les derniers événements que les Français nous oublient ou ne nous comprennent pas, nous aimerions beaucoup que les Français nous donnent la justice et reconnaissent que nous sommes agressés », (déclaration à Combat, le 12 mai 1971).

La création de « régimes nationalistes populaires » indépendants des blocs est la seule voie et la seule espérance de paix dans ce qui fut l'Indochine française et dans tout le Sud-Est asiatique, le régime Sihanouk a pu paraître comme un essai dans ce sens, mais ce fut un échec. Quels que soient nos sentiments pour le gouvernement actuel de Pnom-Penh, il est nécessaire que la France soutienne le Cambodge en guerre. Les nationalistes français doivent dépasser le stade du commentaire « in abstracto » de « Kiel et Tanger », et comprendre quels sont pratiquement les pays avec lesquels il convient de travailler. Le Vietnam est déjà conquis par la « civilisation » du napalm et du dollar, il ne dépend que de nous que le Cambodge évite ce sort. Il est bien évident qu'il serait stupide d'envoyer un quelconque corps expéditionnaire soutenir qui que ce soit ; ce dont le Cambodge a le plus besoin, c'est d'une aide humanitaire, technique économique et culturelle qui lui permettra de devenir un des pays les plus prospères de l'Asie, ce qui est possible. La France peut jouer un rôle important dans la reconstruction du Cambodge avant et après la guerre, il serait malheureux qu'elle y renonce pour des raisons idéologiques.

JEAN-FRANÇOIS DAMANCE.

LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE

Restauration nationale

17, rue des Petits-Champs,
Paris - 1^{er} - Tél. : 742-21-93

Abonnement 30 frs.
C.C.P. NAF, Paris 642-31

Directeur de la publication :
YVAN AUMONT

Imprimerie Abexpresse
72, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e

LA FRANCE ET LE CAMBODGE NOUVEAU

Le royaume du Cambodge, le pays des temples d'Angkor et des Apsaras, appartient désormais au passé : les temples sont occupés par les troupes communistes vietnamiennes, et les Cambodgiens, au lieu de danser, s'engagent dans les commandos.

Le retour de Sihanouk ferait du penh (afflux de réfugiés), dont le ravageur a doublé la population de Pnom-Cambodge une « Tchécoslovaquie » de

CAMP D'ETE 1971

Le camp des militants et sympathisants de la Nouvelle Action Française se tiendra en Champagne près de Bar-sur-Aube, du 18 juillet au 1^{er} août. Véritable « université d'été », les campeurs recevront à la fois une formation théorique et doctrinale par les conférences et les cercles d'études et une formation pratique pour toutes les activités utiles au militant d'Action Française.

Risquant cette année d'avoir de très nombreuses candidatures, nous ne pourrions accueillir que les gens décidés à devenir des militants actifs. Les demandes d'inscription doivent nous être adressées à l'avance. L'accès du camp sera refusé à ceux qui n'auront pas rempli cette formalité.

RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

- En raison des circonstances il n'y aura cette année aucune location de matériel au camp. Les campeurs devront donc se procurer par leurs propres moyens : tente, lit de camp et sac de couchage.
- Le prix du séjour est fixé à 240 F pour la durée du camp pour les inscriptions parvenues avant le 5 juillet. Passé cette date le prix du séjour est fixé à 260 F.
- La gare la plus proche du lieu de camp est Bar-sur-Aube. Un service de voiture fonctionnera à l'arrivée de tous les trains les samedi 17 et dimanche 18.
- Les demandes de renseignements et d'inscription sont disponibles dès maintenant.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Marcel DUPRÉ :

La renaissance de l'Orgue

Louis Vierne mourut en 1937 au cours d'un récital d'orgue à Notre-Dame de Paris, Marcel Dupré vient de s'éteindre dimanche dernier à son domicile de Meudon, alors qu'il composait à son orgue. Ressemblance finale des deux grandes figures de la musique d'orgue française au XX^e siècle : le romantique et le classique.

Nul doute que l'influence de Marcel Dupré sera prédominante : en mettant par toutes ses activités l'école d'orgue française au premier rang mondial, le maître a donné un nouvel élan à la musique d'orgue. Cet élan est un retour aux sources, il est l'application de la tradition bien comprise, à savoir la mise à profit des biens issus d'œuvres hétérogènes au génie musical du pays.

Profondément enraciné dans son territoire normand, dont jusqu'à ces derniers temps encore il gardait la verdeur et le franc-parler, malgré ses 85 ans, il est conscient d'être Français. C'est à Rouen, sa ville natale, qu'il a fait ses premières armes dans un milieu très propice à l'éclosion de son génie, puisque ses grands-pères et son père étaient organistes, sa mère pianiste et violoncelliste, puisqu'enfin A. Cavallé-Coll était ami de la famille et assistait au premier récital en 1894. C'est à l'église Saint-Vivien qu'à douze ans, nommé titulaire du grand orgue, il débute sa carrière. Mais c'est avec peine qu'il ne peut servir sous les drapeaux à cause d'un accident lors de sa petite enfance : d'où son « De Profundis » dédié aux morts de la Patrie en 1916, et le « Poème héroïque » dédié à Verdun en 1936.

Sa virtuosité précoce le fait accéder au Conservatoire de Paris où il glane une foule de premiers prix : depuis le piano (classe de Diemer en 1905), l'orgue (1907, dès sa première année, fait exceptionnel et rarement égalé), etc., jusqu'au Premier Prix de Rome en 1914. C'est le temps de l'interprétation et surtout de l'improvisation pour laquelle il est particulièrement doué : Charles-Marie Widor l'a pris pour suppléant à Saint-Sulpice dès 1906, tribune hors pair que ces deux maîtres, à eux deux, auront ainsi joué plus d'un siècle (1870 - 1934 - 1971) ; les contrats de concert commencent à se multiplier : Angleterre, Amérique, Australie, toujours en tournée, dispensant aux quatre coins de l'univers la musique d'orgue et le génie français.

Mais ni l'interprétation, ni l'improvisation, cette composition instantanée, ne suffisent : il faut à Marcel Dupré l'enseignement. Nous pourrions d'ailleurs soutenir



que toute l'œuvre du maître ne fut que didactique. En musique plus qu'en aucun autre art, le contact avec un professeur est unique : il est l'image vivante du musicien accompli. Mais Marcel Dupré fit plus ; par sa bonté naturelle, par son tact et sa sensibilité, il arrivait à nous imposer juste l'essentiel, ce sans quoi notre musique n'eût été qu'une mathématique ou une chair sans squelette. Sachant s'effacer devant la personnalité des élèves, le maître révélait des talents à eux-mêmes : le don de Marcel Dupré fut d'être un « révélateur ». Mais quelles révélations n'a-t-il pas effectuées ? Tous les grands organismes de la France contemporaine, d'Olivier Messiaen à Jean Guillou en passant par Jean Langlais, Pierre Cochereau et Jehon Alain, sont passés par la classe d'orgue de 1926 à 1954.

Ainsi la France a-t-elle renforcé sa position de chef de file de l'orgue mondial, d'autant que bien des étrangers eux-mêmes sont issus des mêmes leçons : toute l'école américaine date des premières tournées du maître aux U.S.A. jusqu'à la direction du Conservatoire américain de Fontainebleau de 1947 à 1967.

Tel fut Marcel Dupré : le plus grand organiste de son siècle au service de la musique, assimilant les divers génies, par exemple celui de J.-S. Bach, pour redonner vie à la tradition française de Titelouze son compatriote. Clérambault son prédécesseur à Saint-Sulpice, à César Franck le serviteur de l'orgue symphonique... car il se sentait profondément héritier d'une culture, d'un génie musical, tout comme étroitement lié aux choses de son époque.

Bien plus que l'organiste, à juste titre considéré comme le plus complet de son époque, il est un musicien, « le » musicien type. Il est la tradition vivante ayant cons-

cience certes de sa mission d'interprète vis-à-vis des maîtres qui l'ont précédé, mais se sentant également chargé d'un message : produire à son tour afin de porter plus loin le flambeau qui lui a été transmis ; écoutez-le lui-même « rattacher l'orgue à la musique, toute ma vie est là » (cité par le Chanoine Delestre).

Marcel Dupré a terminé son parcours, a franchi toutes les étapes de ce gigantesque effort, de cette croisade étonnante en faveur de l'orgue : la beauté française du XVII^e siècle jointe à la rigueur allemande du XVIII^e siècle, transmuée par le souffle symphonique du XIX^e. Voilà une œuvre impérissable dont le patrimoine français doit prendre conscience et être fier, assurant par là-même au maître Dupré une gloire immortelle.

PH. LORIMER.



une nouvelle ACTION FRANÇAISE

Franco : 1 F
Abonnement étudiant : 8 F
Normal : 12 F
C.C.P. A.F. Université
1918-59 Paris

Nous publierons la semaine prochaine la fin de l'étude de Gérard Leclerc sur « la démocratie de Paul VI ».